



FICHE 1

La sobriété : démarche et principes d'action de l'Académie des technologies

L'Académie des technologies apporte sa **contribution aux réflexions sur la sobriété**. Le débat entre ses membres aux compétences diverses et complémentaires lui permet d'aborder le sujet de la sobriété de façon systémique et de formuler un avis indépendant sur les moyens **d'assurer le bien-être collectif sans épuiser les ressources ni altérer irréversiblement le climat**.

Qu'est-ce que la sobriété ?

La **sobriété**, qui concerne surtout les comportements de consommation, vient compléter **l'efficacité** qui consiste à **faire mieux avec moins** et qui est un moteur constant des progrès des entreprises. L'enjeu est de combiner **toutes les mesures et pratiques quotidiennes qui permettent de limiter les émissions de gaz à effet de serre ainsi que l'utilisation d'énergie, de matériaux, d'espaces et d'eau tout en garantissant le bien-être de tous dans le cadre des limites planétaires** (définition inspirée du rapport du GIEC, WG3, avril 2022).

L'Académie considère que la sobriété est incontournable pour décarboner nos économies. Une plus grande efficacité énergétique et plus d'énergies renouvelables ne suffiront pas, notamment parce que la mise en œuvre de certaines énergies renouvelables passe par l'emploi de matériaux rares et l'utilisation de grandes surfaces au sol.

Le besoin d'une approche systémique

L'Académie des technologies insiste sur la **dimension systémique** des démarches de sobriété :

- Nos comportements sont gouvernés par le contexte social, l'éducation, les personnalités de chacun(e), les incitations, les règlements, les normes, les prix, mais aussi par la structuration du temps et de l'espace, les infrastructures, l'organisation du travail ainsi que par les représentations.

- Les technologies permettant un comportement plus sobre ne se développent que par une **action cohérente sur de multiples leviers**, impliquant de **nombreux acteurs**, à **diverses échelles**.¹
- Pour éviter que l'impact des gains d'efficacité ne soient annulé par l'**effet rebond** (usage des ressources économisées pour plus de consommation), il faut aussi une évolution des consommations vers des biens et services ayant une moindre empreinte (sobriété structurelle).
- Certains économistes considèrent que les entreprises entreprendront spontanément les actions nécessaires (pour décarboner ou économiser les matières premières), pourvu qu'un système de taxes et d'incitations attribue un coût aux nuisances et une valeur à la préservation des biens communs. La puissance publique (à toutes les échelles) doit cependant souvent intervenir aussi par la réglementation et parfois l'investissement pour permettre la prise en compte du temps long ou pallier l'insuffisance d'effet des incitations.

On ne peut donc traiter séparément l'offre et la demande, la production et les usages, la sobriété et l'efficacité, ni les actions des acteurs économiques et des puissances publiques.

Les principes d'action de l'Académie des technologies

Lors de son séminaire d'octobre 2022 consacré à la sobriété, les membres de l'Académie des technologies se sont **accordés sur quelques principes d'action** conformes à sa mission d'œuvrer pour un progrès raisonné, choisi et partagé :

1. L'Académie des technologies s'engage à stimuler et orienter le développement et l'utilisation des technologies par une vision au service d'un **progrès humain partagé et durable**, permettant une **diminution de l'empreinte des activités humaines** (climatique, utilisation des ressources, biodiversité) compatible avec les Accords de Paris destinés à éviter les dérèglements climatiques et avec les Objectifs du Développement Durable de l'ONU.

- Nos choix technologiques et économiques individuels et collectifs doivent prendre en compte les **besoins humains** (éducation, santé, emploi, culture, inclusion...), la **préservation** d'une planète habitable et les **moyens**

¹ Par exemple, promouvoir la voiture électrique (moins émissive) suppose d'agir sur le plan industriel (véhicules, batteries, moteurs, ...), sur le plan des infrastructures publiques et privées (bornes de recharge, stations-services, adaptation des règlements de copropriété, ...) ou sur une tarification des recharges reflétant les coûts de production d'électricité. Mais une mobilité sobre repose aussi sur l'accès à des solutions de transport en commun ou d'autopartage simples et efficaces pour offrir des alternatives à l'autosolisme, des parkings sûrs et bon marché près des stations de transport en commun en zone peu dense...

économiques qui permettent d'atteindre ces objectifs (capacité d'investissement dans la transition, financement des mesures de solidarité et plus généralement des dépenses publiques reposant sur la production, le travail, la compétitivité).

- L'enjeu est de produire pour assurer le bien-être de la population, sans gaspiller. Le **discernement** dans nos choix technologiques repose sur une analyse de leurs bénéfices, de leurs coûts et de leurs risques pour la collectivité. L'existence d'un marché viable ne saurait garantir qu'une innovation soit opportune. Des solutions robustes, low-tech ou right-tech, à moindre impact, sont souvent pertinentes.

2. La sobriété émergera des **interactions** entre les parties prenantes que sont les individus, les grands acteurs publics et privés et la société, à diverses échelles. Une évolution radicale de nos modes de vie ne sera acceptable – et donc possible dans une société – que si l'effort est porté de façon **équitable** et conduit à une **réduction des inégalités** dans un monde où les populations les plus riches (10 %) sont responsables de près de la moitié des émissions de CO₂².

- Un grand récit collectif est attendu pour développer un imaginaire partagé qui favoriserait l'évolution des comportements individuels.
- La sobriété n'est possible dans un pays ou un ensemble de pays que si les règles du commerce international prennent en compte l'impact des produits importés, permettant une concurrence équitable (exemple de l'Europe avec le projet de taxe carbone aux frontières).
- La sobriété concerne en priorité les pays les plus développés mais doit s'accompagner de soutiens à l'adaptation des pays moins avancés (transfert des technologies, financement de l'adaptation des infrastructures).

3. Les choix technologiques doivent être faits en fonction d'**objectifs mesurables** permettant de définir des priorités et d'évaluer leurs effets directs et indirects, mais des **arbitrages** sont nécessaires entre diverses préoccupations potentiellement contradictoires (limiter le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, les inégalités de chances ou d'accès, la pauvreté, la pollution atmosphérique, etc.), ce qui constitue un défi collectif. L'Académie s'efforcera de détailler les impacts des options étudiées sur ces divers objectifs, sans préjuger de leur priorité respective.

² World Inequality Lab, rapport 2022

- Pour guider les politiques publiques ou privées, il est nécessaire de définir d'autres **indicateurs** que le PIB pour mesurer de façon plus pertinente le progrès dans ses différentes dimensions.
- Des indicateurs composites ou multidimensionnels rendent cependant plus complexes - mais plus justifiables - la décision publique locale et les accords internationaux.